

expenses, Canadian exploration expense or Canadian development expense as defined in section 66, 66.1 or 66.2, as the case may be, incurred by him in the year."

The relevant portion of subsection 21(3) at present reads as follows:

"if he so elects in prescribed manner on or before the day on or before which he is required by section 150 to file his return of income for the year, paragraphs 20(1)(c), (d) and (e) do not apply to the amount or to the part of the amount specified by him in his election that, but for this subsection, would have been deductible in computing his income (other than exempt income) for the year by virtue of those paragraphs in respect of the borrowed money used to acquire the depreciable property or the amount payable for the depreciable property acquired by him, and the said amount or part of the amount, as the case may be, shall be added to the capital cost to him of the depreciable property so acquired by him."

The relevant portion of subsection 21(4) at present reads as follows:

"if he so elects in prescribed manner on or before the day on or before which he is required by section 150 to file his return of income for the year, paragraphs 20(1)(c), (d) and (e) do not apply to the amount or to the part of the amount specified by him in his election that, but for this subsection, would have been deductible in computing his income (other than exempt income) for the year by virtue of those paragraphs in respect of the borrowed money used for the exploration, development or acquisition of property and the said amount or part of the amount, as the case may be, shall be deemed to be foreign exploration and development expenses, Canadian exploration expense or Canadian development expense as defined in section 66, 66.1 or 66.2, as the case may be, incurred by him in the year."

des frais d'exploration au Canada ou des frais d'aménagement au Canada définis aux articles 66, 66.1 ou 66.2, selon le cas, engagés par lui dans l'année.»

Texte actuel du passage visé du paragraphe 21(3):

«si ce contribuable choisit d'exercer son droit de la manière prescrite, au plus tard à la date pour laquelle il est tenu selon l'article 150 de produire la déclaration de ses revenus pour l'année, les dispositions des alinéas 20(1)c), d) et e) ne s'appliquent pas au montant ou à la partie du montant qu'il a indiquée dans son choix, mais qui, sans le présent paragraphe, aurait été déductible lors du calcul de son revenu (autre qu'un revenu exonéré d'impôt) pour l'année en vertu de ces alinéas, relativement à l'emprunt utilisé pour acquérir les biens amortissables ou à la somme payable pour les biens amortissables acquis par lui, et ce montant ou la partie de ce montant, selon le cas, doit être ajoutée au coût en capital supporté par lui pour les biens amortissables ainsi acquis par lui.»

Texte actuel du passage visé du paragraphe 21(4):

«si ce contribuable choisit d'exercer son droit de la manière prescrite, au plus tard à la date pour laquelle il est tenu selon l'article 150 de produire, la déclaration de ses revenus pour l'année, les dispositions des alinéas 20(1)c), d) et e) ne s'appliquent pas au montant ou à la partie du montant qu'il a indiquée dans son choix, mais qui, sans le présent paragraphe, aurait été déductible lors du calcul de son revenu (autre qu'un revenu exonéré d'impôt) pour l'année en vertu de ces alinéas, relativement à l'emprunt utilisé pour l'exploration, l'aménagement ou l'acquisition d'un bien, et ce montant ou la partie de ce montant, selon le cas, est réputée représenter des frais d'exploration et d'aménagement à l'étranger, des frais d'exploration au Canada ou des frais d'aménagement engagés par lui dans l'année au Canada au sens des articles 66, 66.1 ou 66.2, selon le cas.»